

COMMERCE EXTÉRIEUR

La nomenclature des tarifs douaniers restructurée

Les Douanes algériennes se dotent d'une nouvelle structure, plus détaillée, du tarif douanier. Le DG de cette institution, Kaddour Bentahar, appelle les opérateurs économiques à aider l'Etat à utiliser ce levier pour protéger l'industrie algérienne naissante.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La nouvelle structure du tarif douanier, en vigueur depuis le 17 mai dernier, a été présentée hier à la direction générale des Douanes algériennes. L'ancienne codification à huit chiffres est passée à dix pour se conformer aux normes fixées par la nomenclature du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises élaboré par l'Organisation mondiale des douanes.

Cette nouvelle structure, qui a augmenté sensiblement les sous-positions tarifaires lesquelles passent presque du simple au triple, de 6 126 à 15 946, n'a néanmoins pas pour effet de modifier la fiscalité ou les formalités administratives parti-

culières (certificats, autorisations, interdictions etc.). «Elle garantira surtout des statistiques plus détaillées sur le commerce extérieur d'autant qu'elle pourrait servir de levier pour la protection de la production nationale», souligne-t-on. Dans ce sillage, le directeur général des Douanes algériennes Kaddour Bentahar a estimé que cet outil donnera plus de visibilité aux opérateurs économiques. Il a, ainsi, appelé les producteurs désirant bénéficier de barrières douanières afin de protéger leurs produits à saisir son institution. «L'Algérie n'est pas membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'autant que cette organisation intergouvernementale n'interdit pas le recours à la protection des



Kaddour Bentahar, DG des Douanes.

industries naissantes ou à l'instauration de barrières douanières en cas de déséquilibre de la balance commerciale», a-t-il rappelé. Kaddour Bentahar a indi-

qué que beaucoup de pays utilisent ce levier des tarifs douaniers pour protéger leur production : «Si la plupart des pays utilisent les matrices normatives pour protéger leurs industries, les barrières tarifaires que nous

pensions révolues reviennent en force. L'Egypte, à titre d'exemple, a augmenté les tarifs douaniers pour 600 produits». Et d'ajouter : «Notre institution n'est habilitée qu'à donner un avis selon les procédures en vigueur mais, ce sont des procédures bien huilées. J'invite les opérateurs à se rapprocher de nos services pour nous aider à identifier les produits qui peuvent bénéficier d'une telle protection.»

Le DG des douanes a expliqué, par ailleurs, que la nouvelle structure du tarif douanier aiderait plutôt l'Algérie à mieux négocier son admission à l'OMC et à mieux renégocier l'accord d'association avec l'Union européenne.

Il convient enfin de noter qu'un nouveau code des douanes est en préparation et devrait bientôt être transmis au Parlement.

L. H.

UN DÉLAI DE DEUX MOIS POUR LE RELIER
À LA VOIE FERROVIAIRE

Le port sec de Rouiba inauguré

Le ministre des Transports, Boudjemaâ Talai, a inauguré hier le port sec de Rouiba, soulignant que ce port permettra de désengorger le port d'Alger et de réduire le coût de l'acheminement de la marchandise tant pour les opérateurs que pour les consommateurs.

Le ministre a ainsi fixé un délai de deux mois aux responsables en vue de relier le port sec de Rouiba à la voie ferroviaire. La réalisation des nouvelles plateformes logistiques répond justement au besoin de développement des opérations d'exportation hors hydrocarbures et de la gestion moderne, souple et efficace des activités portuaires, a

expliqué le ministre des Transports en marge de l'inauguration du port sec.

Il a estimé que «le port sec de Rouiba va jouer un rôle de facilitation garantissant l'export de produit national».

Il a vivement exhorté les entreprises portuaires, qui ne possèdent toujours pas leurs propres ports secs, à entamer les procédures pour implanter ces plateformes logistiques.

«Il est indispensable de connecter les ports secs avec les ports humides», a fait savoir Talai.

Selon lui, le port sec est la seule solution pour désengorger les ports et réduire les coûts de 5 à 35%. «En organisant cette logistique, la tendance est de réduire les coûts», a-t-il expliqué.

Actuellement, il existe 11 ports secs au niveau national, dont 5 appartenant à des opérateurs privés, a précisé Talai, rappelant que le privé est le «bienvenu» pour investir dans ce créneau, mais dans le cadre du respect de la réglementation. «Et c'est tant mieux qu'il y ait des ports secs, aujourd'hui tous nos ports sont surchargés», relève le ministre des Transports pour qui l'objectif est de doter chaque port maritime d'un port sec, afin d'assurer un acheminement rapide du port sec vers le port humide et inversement. Pour le ministre des Transports, un port sec est un intermédiaire efficace qui met en confiance les producteurs des marchandises destinées à l'exportation.

Y. D.

PREMIÈRE CONFÉRENCE SUR LA PRÉVENTION
ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sonnette d'alarme de nouveau tirée

Une énième sonnette d'alarme a été tirée lundi dernier par les différents intervenants dans le domaine du transport, à l'occasion de la tenue de la première conférence nationale de la prévention et de la sécurité routière.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Organisée sous le patronage du département de l'intérieur et des collectivités locales, cette conférence avait pour objectif de «sensibiliser et partager les différentes expériences et bonnes pratiques en matière de prévention et de sécurité routière des différentes parties prenantes afin de pouvoir contribuer tous ensemble à la baisse des accidents de la route». Ainsi, tous les participants ont conclu «à l'urgence de mettre en place un véritable plan pour atténuer ce phénomène qui endeuille chaque jour des Algériennes et des

Algériens». «On ne le répétera jamais assez, la prévention reste l'unique option pour diminuer de l'ampleur du phénomène des accidents de la route», a soutenu le représentant du département de l'intérieur.

Pour sa part, le représentant du ministère des Transports a longuement insisté sur «l'impératif de multiplier les outils de sensibilisation à travers tous les médias nationaux, mais aussi et surtout avec le concours des organisations et autres associations de la société civile en contact direct avec la population».

Il faut arriver à avoir un «Monsieur» sécurité routière dans chaque wilaya, chaque daïra et chaque commune, et qui sera le vis-à-vis des associations de la société civile», a-t-on soutenu, regrettant dans la foulée que «les actions en matière de sécurité routière sont actuellement des actions de pom-

piers au moment où le problème a besoin d'être réglé en amont».

Par ailleurs, lors de cette rencontre, le représentant du Centre national de prévention et de sécurité routière a indiqué que sa structure compte lancer une campagne nationale de sensibilisation aux accidents de la route à l'entame du mois sacré de Ramadhan.

Dans le cadre de la nouvelle approche de lutte contre les accidents de la route, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a proposé la création d'une commission de consultation sur la sécurité routière au niveau du Premier ministre, laquelle englobera tous les secteurs ministériels concernés par les accidents de la route et qui sera chargée de la définition des orientations stratégiques de la politique nationale de sécurité routière», a-t-on indiqué lundi dernier.

A. B.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE
MONDIALE DU LAITAlger capitale du lait
des pays africains

La Journée mondiale du lait, qui coïncide avec le 1^{er} juin, sera célébrée aujourd'hui, à Alger. Choisie comme lieu de «rencontre et de convergence» des pays africains au Global Dairy African Congress, Alger sera «la capitale du lait africain».

A l'initiative de la Fondation Filaha Innove, une rencontre-débat est prévue à l'hôtel Sofitel à Alger. Nombre de thématiques sont débattues notamment l'organisation d'une politique de production locale du lait, la réduction des importations, l'importance de la production et du développement des pâturages et les ressources fourragères. «Il faut maîtriser la chaîne de valeur économique pour réduire notre dépendance alimentaire et assurer également la sécurité alimentaire», dira le président de la Fondation Filaha Innove, D^r Amine Bensemmane, hier, à Alger.

D'ailleurs, poursuit-il, «la filière lait est le thème majeur illustré dans chaque édition du Sipsa (Salon international de l'élevage, de l'agroalimentaire et de l'agroéquipement) depuis quinze années, et ce, via l'organisation du Forum interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Fiplot)».

Un salon qui, selon lui, s'est hissé à une dimension internationale. «Un partenariat a été mis en place entre le Sipsa et le Sima (Salon mondial de référence pour les fournisseurs de l'agriculture et de l'élevage) pour donner naissance au plus grand Salon professionnel de l'élevage et de l'agroéquipement au Maghreb et en Afrique», explique-t-il. En effet, le D^r Bensemmane annonce l'organisation du Salon Sima-Sipsa 2016 du 4 au 7 octobre prochain au Palais des expositions à Alger. «Face aux besoins agroalimentaires croissants de notre pays, l'augmentation de la productivité du secteur agricole est devenue une nécessité vitale», affirme-t-il.

Une productivité, assure-t-il, dont les possibilités d'intensification et d'amélioration sont «considérables». Toujours est-il, il souligne l'«insuffisance» des moyens mis en œuvre pour la production agricole et l'«énorme déficit» en termes de main-d'œuvre agricole. Un déficit qu'il qualifie de «handicap» auquel il suggère «une mécanisation agricole incontournable».

Ry. N.